

Plus vivre en alerte maximale ?

économie Le phénomène du report d'achat pour limiter l'impact

Quelques jours après les attentats, c'est trop tôt pour en circonscrire l'impact sur une économie », lance-t-on d'emblée chez l'agence de notation Standard & Poor's, à Paris. « On nous a beaucoup posé la question suite aux attentats de la semaine dernière, mais objectivement, si on s'attache à des événements similaires aux Etats-Unis, lors des attentats du 11-Septembre, ou ceux de Londres (2005) et Madrid (2004), on

se rend compte que l'effet sur la croissance économique est marginal. » Plus globalement, l'agence de notation a tout de même sorti une note la semaine dernière pour évaluer à long terme les dégâts collatéraux du terrorisme. « Ces actes de terrorisme peuvent affecter la manière dont on évalue la cotation d'un pays. L'instabilité géopolitique due à la montée du terrorisme islamiste et le fait de réinstaurer des contrôles sur les biens et les

personnes aux frontières peuvent ralentir la croissance économique d'un pays. »

Effet de court terme pour l'horeca et le tourisme

« Les coûts d'emprunt d'un pays peuvent également progresser, ce qui peut affecter les finances publiques », complète une autre étude de l'agence de notation Moody's publiée début octobre. Mais cette étude portait sur

dix pays particulièrement touchés par le terrorisme, comme le Pakistan, l'Irak et l'Inde. Là, pour l'année 2013, le PIB a reculé en moyenne de 0,5 à 0,8 % sur l'exercice et les investissements, de 1,3 à 21,1 %. « Mais on n'en est pas là », estime Giuseppe Pagano, professeur d'économie à l'Université de Mons (Fucam). Lequel ajoute que les attentats perpétrés en Italie durant des années par les Brigades rouges n'ont jamais eu d'effet durable et important sur le tourisme italien, qui reste l'un des piliers de l'économie transalpine. « L'effet, selon mon analyse, reste malgré tout marginal. Ces phénomènes n'ont jamais été véritablement étudiés, mais il faut faire la distinction entre les actes d'achat reportables et les dépenses définitivement perdues. Ne pas avoir été boire un verre ou des dépenses engagées par un restaurateur sur des produits frais, c'est de la consommation définitivement perdue. L'effet est marginal mais réel : ce secteur de l'horeca est probablement celui qui souffre le plus », poursuit le professeur. Le tou-

risme aussi. « Les annulations sont pour le moment importantes, mais cela n'aura un impact réel que si l'image de la Belgique se dégrade durablement aux yeux des étrangers. On n'en est pas là non plus. »

Giuseppe Pagano, comme d'autres économistes sondés, met en avant le phénomène de report. « Dans le temps comme dans l'espace, d'ailleurs. On peut reporter dans le temps des dépenses de consommation de biens durables comme une voiture et reporter ses achats "géographiques", en les effectuant en ligne ou dans d'autres régions périphériques. J'ajouterai une autre forme de report, voire de rattrapage. Psychologiquement, il peut aussi se produire un effet de compensation chez les gens qui, lorsque la tension sera retombée, dépenseront plus que d'habitude. J'ai tendance à croire que, globalement, il ne faut pas s'attendre à des pertes chiffrables en milliards d'euros pour l'économie belge », conclut l'économiste belge. ■

F.M.



Les trains ont beau rouler normalement depuis samedi, il y a nettement moins de monde que d'habitude dans les gares bruxelloises (ici Bruxelles Central) qui ont parfois des allures de « no man's land ».

© BRUNO DALIMONTE



sécurité Police et armée tôt ou tard à genoux

Combien de temps nos forces publiques de sécurité pourront-elles assurer leurs missions de protection renforcée, singulièrement à Bruxelles, en niveau maximal d'alerte terroriste ? « Aussi longtemps que nécessaire, répond le cabinet de Jan Jambon, ministre de l'Intérieur. Nous sommes conscients des efforts que les policiers fournissent en ce moment et nous les en remercions. Nous évaluons tous les jours leurs tâches. » Une nouvelle s'ajoute pour eux à Bruxelles ce mercredi : le gouvernement déclare avoir dégagé 300 agents fédéraux et locaux venus d'autres zones pour sécuriser les écoles de la capitale.

« A la fatigue s'ajoutent maintenant les conditions climatiques difficiles, ils vont tomber comme des mouches. » Entre le discours très (trop ?) rassurant du gouvernement et celui, alarmiste, du syndicat, doit se situer la vérité. Gare donc à ne pas sombrer dans la parano, en jugeant la Belgique sécurisée par des forces complètement... à bout de force.

La même considération s'applique à la Défense nationale. « Avec le millier de militaires (en plus de ceux appelés dès ce mercredi à patrouiller dans le métro bruxellois, NDLR) chargés de mission de surveillance, nous ne tiendrons guère plus de deux mois », estime Patrick Descy, permanent syndical à la CGSP Défense. En effet, 1.000 hommes dans nos rues supposent qu'il y en ait en réalité près de trois fois plus pour assurer les rotations. Or, l'armée ne compte que 6.000 militaires de combat, dont 350 - un millier avec les rotations - sont en mission à l'étranger... « Si la Belgique est appelée à intervenir en Syrie et en Irak, le gouvernement devra choisir entre maintenir ses soldats ici dans les rues ou les envoyer sur le terrain des opérations contre Daesh », avertit Patrick Descy. A moins d'aller chercher du renfort dans les effectifs opérationnels (transports, logistique, télécoms, administration, etc.)...

« A mille dans les rues, les militaires ne tiendront guère plus de deux mois »

PATRICK DESCY, CGSP DÉFENSE

rassurant. « Nous étions déjà en sur-régime depuis dix mois, soit avant les attentats de Paris et le relèvement du niveau de la menace en Belgique. Aujourd'hui, la police est comme une auto qui a perdu ses pneus mais continue à rouler sur ses jantes », prétend Vincent Gilles, du syndicat libéral (SLFP Police). Il est vrai que le cadre des corps de police a, au fil des ans, accusé un solide trou, faute de recrutements suffisants. Il manque aujourd'hui 3.700 fonctionnaires de police, une carence en force de travail qui se répercute sur les 42.000 policiers actuellement en fonction.

A en croire le président du SLFP Police, les képis explosent toutes les normes d'horaires et enchaînent les services à tour de bras. « Combien de temps tiendront-ils ? Tout dépend de leur bonne volonté et de leur résistance, estime Vincent Gilles. Comme

JULIEN BOSSELER

Contre le métro fermé pour échapper à l'angoisse

jours, le moi individuel, avec ses besoins et ses prérogatives, veut reprendre sa place. »

Entre crainte et agacement

L'aspiration à retrouver une vie libre et normale est donc légitime. « En tant qu'êtres humains, nous avons des croyances assez "naïves", précise Evelyne Josse. Nous pensons que le monde a un cours logique, que les individus ont un contrôle sur ce qui leur arrive, que le résultat de nos actions est prévisible. Nous partageons tous ces croyances de base, qui sont importantes pour notre équilibre psychique, pour pouvoir vivre en société dans un monde que nous pensons contrôlable. Mais ces croyances ont été invalidées par les attentats. Et il est naturel de vouloir revenir à une vie normale qui ne nous rappelle plus la menace et le monde malveillant. Nous ne voulons pas tout le temps être rappelés à ce risque terroriste. »

Du coup, cette frustration risque-t-elle de prendre de l'ampleur alors que le niveau d'alerte devrait rester à son maximum plusieurs jours encore ? « Les gens sont exposés à la fois à ces difficultés de la vie quotidienne, mais aussi à des signaux inquiétants - les militaires, les blindés, les sirènes - qui leur rappellent qu'une menace plane, explique Bernard Rimé, chercheur à l'Institut de recherche psychologique de l'UCL. Entre les deux, il y a une dimension d'inconnu : on ne sait pas exactement en quoi consiste cette menace. On balance alors entre crainte et agacement. Et cette dernière peut prendre le dessus parce qu'on ne voit plus la raison de notre crainte. » Ce spécialiste de psychologie sociale ne s'attend toutefois pas à voir émerger un mouvement d'incivilité d'ampleur. « Une discipline sociale existe, ajoute-t-il. Et

les gens peuvent subir beaucoup de choses, on l'a vu à travers l'histoire. Il y a une grande adaptabilité. Le citoyen grogne mais il se plie à la contrainte, pour autant qu'il soit informé. »

Pour Bernard Rimé, tout dépendra des éléments de rappel. « Le maintien du niveau 4 et des militaires dans la rue va alimenter une forme d'angoisse limitée, dit-il. Dès qu'on va lever ces mesures, la vie ordinaire va rapidement effacer tout cela. On l'a vu avec Charlie Hebdo. L'oubli est très caractéristique. C'est un outil majeur de la résilience collective, et il permet aux sociétés de continuer à fonctionner. Mais cet oubli n'est raisonnable que si on met en place des mesures pour éviter que de tels événements se reproduisent, si ceux qui en ont la responsabilité ont tiré les leçons du passé. » ■

BERNARD PADOAN